



l'Antidote Anticapitaliste

lanticapitaliste.org | npa-auto-critique.org



Bulletin automobile du NPA Sarthe | 8 avril 2021

nouveaupartianticapitaliste.org

POUR CONTRER LA CATASTROPHE SANITAIRE ET SES CONFINEMENTS À RÉPÉTITION IMPOSONS À CE GOUVERNEMENT DE VÉRITABLES MESURES DE SANTÉ PUBLIQUE

A lors que le 1er mars, Macron nous appelait, sans rire, à « tenir » encore « 4 à 6 semaines » avant d'assouplir les contraintes face à l'épidémie, nous voilà repartis pour un troisième « confinement » d'au moins 4 semaines. Résultat : crèches, écoles, collèges et lycées fermés et chamboulement du calendrier scolaire. Soit un nouveau casse tête, voire une catastrophe pour tous les parents qui travaillent.

Et comme toujours, les inégalités sociales vont encore se creuser : les enfants des milieux populaires, ceux dont les parents sont déjà « en première ligne », qui vivent dans des appartements exigus, qui n'ont pas les équipements numériques pour leur assurer « l'école à la maison » ou les moyens de leur offrir des cours particuliers, vont le payer au prix fort.

TOUJOURS PLUS SOUMIS AU POUVOIR DES PATRONS

De plus, le télétravail est censé devenir la règle... mais au bon vouloir des patrons. Ici, les salariés devront continuer à s'exposer en venant au boulot ; là, il sera exigé qu'ils travaillent à domicile. Les congés aussi risquent d'être au bon vouloir patronal : annulés par la force des choses ou imposés ici, volés là... Et le chômage partiel pour celles et ceux qui ont encore un emploi, avec souvent amputations de paie à la clé.

CERTES, IL Y A LA CATASTROPHE SANITAIRE...

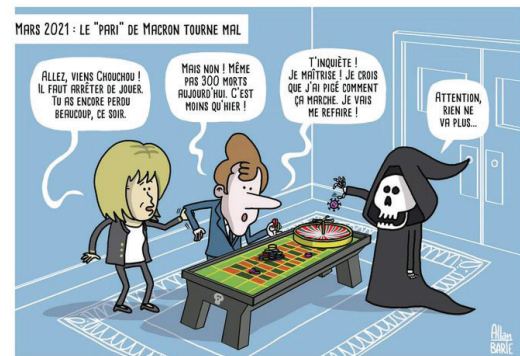
Bien sûr, les presque 100.000 morts du Covid, le rythme actuel de 300 morts par jour, la saturation des hôpitaux et tout particulièrement des services de réanimation, bientôt acculés au « tri » des malades : tout cela impose des mesures d'urgence.

Mais pas ces demi-mesures que ce gouvernement nous impose depuis maintenant plus d'un an, au détriment des salaires, des conditions de travail et de vie, et toujours au bénéfice des patrons, tout particulièrement des plus grands d'entre eux qui s'autorisent à licencier en masse sans le moindre complexe.

...MAIS AUCUNE FATALITÉ DANS CE QUI NOUS FRAPPE

Depuis plus de 30 ans, les personnels de santé dénoncent la baisse des effectifs et les fermetures. Entre 2013 et 2017, 95 hôpitaux ont été fermés. Et sur les 20 dernières années, ce sont

100.000 lits d'hospitalisation qui ont été sacrifiés. Tout cela résulte des choix des responsables politiques – de gauche et de droite – qui se sont succédé au gouvernement et à la présidence de la république. Et depuis un an, de l'affaire des masques en passant jusqu'à cette campagne de vaccination bien trop lente, ce sont bien ce gouvernement et l'industrie pharmaceutique qui portent l'entière responsabilité de la catastrophe sanitaire.



NE LAISSONS PAS NOS VIES ENTRE LEURS MAINS

L'hécatombe se poursuit parce qu'on continue à s'entasser au boulot et dans les transports en commun; parce que les écoles sont restées ouvertes sans que soient réquisitionnés le personnel et les locaux nécessaires pour qu'elles fonctionnent en groupes réduits, interdisant la circulation du virus.

Mais notre santé et nos vies sont des biens trop précieux pour les laisser entre les mains des capitalistes et des gouvernements qui les servent. Parce que nos vies valent plus que leurs profits, à nous d'imposer de véritables mesures de santé publique : l'ouverture de lits en réanimation, l'embauche et la formation massives de personnels de santé correctement rémunérés, avec des horaires et une charge de travail allégée ; l'amplification et l'accélération de la campagne de vaccination, ce qui exige la réquisition des sites de production de l'industrie pharmaceutique et la levée de tous les brevets sur les vaccins ; la protection du monde du travail et de l'ensemble de la population.

Si notre bulletin t'intéresse, contacte-nous :

npa.sarthe@gmail.com

Retrouve-nous également sur Facebook → @npasarthe
et prochainement sur Instagram et Discord

AUTOMOBILE

RENAULT : TOUS ENSEMBLE CONTRE LES SUPPRESSIONS DE POSTES !

En annonçant en 2020 les 4600 suppressions d'emplois prévues en France, la direction avait promis : ce sera sans licenciement. C'était déjà faire peu de cas du sort des intérimaires et des salarié-es d'entreprises prestataires. Mais les conditions de départ proposées n'attirent que peu de « volontaires ».

La direction compte donc utiliser l'article L 1224-1 du Code du Travail. Lors d'une opération de transfert de personnel, le salarié change d'employeur, mais conserve son poste et son salaire. S'il refuse le transfert, il est susceptible de licenciement.

Ce serait ainsi pour l'instant l'externalisation de 27 salariés de la maintenance des moyens d'essais à Lardy et Aubevoye. Sans aucune garantie de durée du poste, les travailleurs-euses risquent de se retrouver dans une boîte de moins de 50 personnes, sans syndicat, et soumis à toutes les menaces qui pèsent sur les sous-traitants.

Une mobilisation se développe donc en ce moment sur tous les sites d'Ingénierie de Renault. Le 30 mars, un deuxième débrayage d'une heure a rassemblé 170 salariés à Aubevoye, 330 à Lardy, 100 à Guyancourt et 30 à Villiers-Saint-Frédéric. À Renault Lardy, une cinquantaine sont restés en grève toute la journée, convaincus qu'il faut accentuer la pression sur les patrons, et résolus à préparer la suite des opérations.

Si cette journée a été un succès, Il faut maintenant aller plus loin, si on ne veut pas se faire écraser métier par métier, établissement par établissement. Ce jeudi 8 avril, nous devons nous mobiliser toutes et tous ensemble contre les suppressions de postes, comme toute l'ingénierie avec les salariés des autres sites et des usines, de Renault et d'ailleurs qui se sont rassemblées depuis ce matin devant le siège social de à Boulogne-Billancourt. De quoi nous donner des idées, à nous salariés de Renault le Mans, dont les emplois sont également menacés !

RENAULT : « PROFITER DES OPPORTUNITÉS DE DÉPART », MON ŒIL !

Dans une vidéo de propagande pour leur plan de départs, une RH et le directeur de l'ingénierie G. Le Borgne devisent amicalement sur le meilleur moyen de nous voir partir de chez Renault. En plus de la pose et dépose de leur masque chirurgical à la limite du burlesque, ils nous disent qu'ils ne nous mettent pas dehors... mais qu'on ferait quand même bien d'aller voir ailleurs. Si les boîtes s'arrachent a priori les dirigeants chargés de supprimer des milliers d'emplois, elles n'ouvrent pas leurs portes aux salariés comme nous. Alors, pas question de risquer le chômage pour leurs beaux yeux !

INTERNATIONAL

BIRMANIE : STOP AU MASSACRE

Face au coup d'État de la junte militaire, la jeunesse étudiante et ouvrière s'est soulevée pour défendre les premiers droits démocratiques acquis ces dernières années, notamment celui de s'organiser dans des syndicats. Les gouvernements occidentaux multiplient les condamnations verbales de la junte militaire, mais sans prendre de mesures pour frapper l'armée dans ses intérêts économiques (les compagnies qu'elle contrôle), ni s'en prendre aux multinationales qui les financent. Total, en particulier, connu pour le recours au travail forcé en Birmanie pour la construction de pipe-lines, a été le plus gros soutien financier de la dictature dans les années 1990-2000, au travers de la Myanmar Oil and Gaz Enterprise, contrôlée par les généraux. Ne parlons pas des dirigeants russes et chinois, qui, eux, soutiennent ouvertement les militaires. Seule la solidarité internationale des travailleurs et des peuples pourra empêcher qu'à nouveau, des milliers de morts jonchent les rues des villes birmanes comme en 1988.

FRANCE

8 000 RESPIRATEURS « FABRIQUÉS POUR RIEN »

PSA, ses béni-oui-oui et même le Maire de Poissy reprochait à la CGT de le dire : c'est maintenant le journal patronal Challenges qui le reconnaît. On nous disait qu'un consortium de « champions nationaux », dont PSA, allait produire 10 000 respirateurs « à prix coûtant » (3 000 € pièce quand même). Seulement voilà, seuls 1 500 étaient utilisables contre le Covid. Les autres étaient utilisables dans une ambulance.

Ces respirateurs « dorment aujourd'hui dans les placards des hôpitaux » dit l'article. Les industriels se sont fait de la pub en empochant 30 millions grâce au gouvernement. De l'argent public qui aurait dû servir à faire des respirateurs... utiles aux hôpitaux.

DES PAROLES, TOUJOURS DES PAROLES

À ce jour seulement trois millions de Français, soit 4,4 % de la population, ont reçu leur seconde dose de vaccin anti Covid-19.

Quand on se souvient de la promesse de Macron début février qui affirmait que les Français seraient tous vaccinés cet été, ça pourrait faire rire si l'enjeu n'était pas si dramatique.

Pas de masques, pas de tests et maintenant pas suffisamment de vaccins, l'incompétence du gouvernement n'est plus à démontrer.



MÉDECINE DE GUERRE...

Alors que les médecins dénoncent la saturation en cours des services de réanimation qui va se concrétiser par une politique de « tri » massive entre les malades à l'arrivée, il faut rappeler que ce tri a lieu depuis le début de la pandémie. Lors du premier confinement, on a retardé des milliers d'opérations chirurgicales, de dialyses, etc. Si l'on ignore encore le coût humain de cette politique de mise en concurrence entre les patients Covid et les autres, elle a fait que les hôpitaux ne sont jamais revenus à une activité normale, malgré l'accalmie de l'été. Sans compter le tri qui a consisté à laisser les personnes âgées dans les Ehpad mourir par dizaines de milliers.

SARTHE

6 NOUVEAUX CENTRES DE VACCINATION

Le Préfet a annoncé l'ouverture de six nouveaux centres de vaccination en Sarthe dont un «vaccinodrome» au Mans. Une bonne nouvelle quand on jette un œil aux chiffres de la progression du virus. Mais l'ouverture de centres ne fait pas tout ! Encore faudrait t'il qu'il y ait des vaccins pour vacciner. Et pour cela, rien de mieux que de rendre publics les brevets des vaccins. Mais comme pour tout sous le capitalisme, le profit des entreprises passe avant notre santé.



www.npa-auto-critique.org

BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur.

Et maintenant sur Facebook...

